

**COUR ADMINISTRATIVE**

**N° 10247C du rôle**  
**Inscrit le 21 août 1997**

---

**Audience publique du 29 janvier 1998**

Recours formé par le Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch (TICE),  
contre le sieur ... ASSELBOURG  
en matière de sanction disciplinaire

---

Vu la requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 21 août 1997 par Maître Roger NOTHAR, avocat inscrit à la liste I du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom du Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch (TICE), contre un jugement du tribunal administratif rendu contradictoirement entre l'appelant et le sieur ... ASSELBOURG en matière de sanction disciplinaire à la date du 14 juillet 1997;

Vu l'exploit de signification de ladite requête au sieur ... ASSELBOURG à la date du 19 août 1997;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative en date du 9 septembre 1997 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat inscrit à la liste I du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom du sieur ... ASSELBOURG;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 13 janvier 1998 par Maître Roger NOTHAR ;

Vu les articles 3 et 99 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise;

Où le conseiller-rapporteur en son rapport, Maître Roger NOTHAR et Maître François MOYSE, en remplacement de Maître Jean-Marie BAULER, en leurs plaidoiries respectives.

---

Par requête déposée le 19 octobre 1995 au secrétariat du Conseil d'Etat, Maître Jean-Marie BAULER, avocat inscrit à la liste I du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... ASSELBOURG, directeur administratif du Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch (TICE), demeurant à ..., a demandé la réformation, subsidiairement l'annulation d'une décision du comité du Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch (TICE), établi à ..., du 9 octobre 1995 lui ayant infligé la peine disciplinaire d'une amende d'un cinquième d'une mensualité brute de son traitement de base.

Par jugement du 14 juillet 1997, le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement, s'est déclaré incompétent pour connaître du recours en réformation, a déclaré recevable et fondé le recours en annulation, a annulé, pour détournement de pouvoir, la décision du comité du syndicat des TICE du 9 octobre 1995, en renvoyant l'affaire devant ledit comité avec condamnation aux frais.

Par requête d'appel déposée en date du 21 août 1997 au greffe de la Cour administrative, et préalablement signifiée, Maître Roger NOTHAR, a relevé appel pour compte des TICE contre toutes les dispositions du jugement à l'exception de celle ayant déclaré le recours en réformation irrecevable.

L'appelant reproche notamment aux premiers juges d'avoir à tort déclaré que la sanction disciplinaire prononcée aurait constitué un détournement de pouvoir alors que cette argumentation n'aurait jamais été soutenue par le requérant initial et que les parties seraient limitées par les moyens et conclusions contenus dans la requête introductive d'instance.

Que le moyen de détournement de pouvoir, à défaut de constituer un moyen d'ordre public, ne saurait être soulevé d'office par le juge.

Maître NOTHAR demande principalement de sanctionner cette violation de la défense moyennant annulation du premier jugement et le renvoi devant la première instance autrement composée.

Subsidiairement il demande de voir dire qu'il n'y a pas lieu à annulation pour détournement de pouvoir et formule une offre de preuve en dernière subsidiarité.

Maître Jean-Marie BAULER, dans un mémoire en réponse déposé le 9 septembre 1997 demande la confirmation du premier jugement en exposant que ce serait à juste titre que la procédure disciplinaire et la sanction qui s'en est suivie seraient à considérer comme des manoeuvres à se séparer du directeur administratif par l'usure plutôt que de sanctionner des faits constituant un réel manquement aux devoirs du fonctionnaire.

En ordre subsidiaire, l'intimé formule une offre de preuve.

Maître NOTHAR a déposé en date du 13 janvier 1998 un mémoire en réplique dans lequel il prend plus amplement position quant aux développements de Maître BAULER.

Le Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch invoque en premier lieu que le contrat judiciaire formé entre parties s'opposerait à ce que le juge de première instance s'empare d'un moyen d'annulation soulevé d'office et en dehors de tout débat contradictoire.

Lorsqu'une juridiction administrative est saisie d'un recours en annulation, elle a le droit et l'obligation d'examiner l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée, de vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée et de contrôler si cette décision n'est pas entachée de nullité pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, ou pour violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés. (Conseil d'Etat , numéro 8840 du rôle, Cour administrative, numéros 9517C et 10052C du rôle )

C'est partant à bon droit que les premiers juges ont procédé d'office à une analyse de la légalité de la décision entreprise par rapport aux cinq cas d'ouverture prévus par l'article 31 de la loi modifiée du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat, texte par ailleurs repris par l'article deux de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Comme la détection du détournement de pouvoir ne peut se déduire des conditions objectives d'élaboration de l'acte ou de son contenu, il appartient au juge administratif de prendre en considération tous les faits extérieurs à la mesure contestée dès qu'ils sont susceptibles de révéler les intentions d'une entité administrative.

La Cour constate que l'affaire lui soumise est la cinquième affaire disciplinaire engagée à l'encontre du directeur des TICE dont les quatre premières, après des années d'instruction pendant lesquelles ce fonctionnaire a été suspendu de ses fonctions se sont soldées par un simple avertissement.

La Cour constate encore que l'affaire disciplinaire actuellement en cause, initialement considérée comme grave et ayant une fois de plus conduit à une suspension des fonctions du directeur des TICE pendant 14 mois, n'a même pas été transmise au Conseil de discipline pour avis, ceci malgré une identité des faits initialement reprochés et finalement retenus à l'appui de la décision disciplinaire.

C'est partant à bon droit et pour des justes motifs que la Cour adopte, que les juges de première instance, après avoir constaté que les relations humaines et professionnelles entre Monsieur ASSELBOURG d'une part, et une partie de ses supérieurs hiérarchiques et des membres du personnel d'autre part se sont réciproquement dégradées à tel point qu'elles auraient logiquement conduit, dans une entreprise du secteur privé, à une résiliation, le cas échéant à l'amiable, du contrat de travail, ont considéré que la procédure disciplinaire et la sanction qui s'en est suivie sont à considérer comme des manoeuvres tendant à se séparer du directeur administratif par l'usure plutôt que de sanctionner des faits constituant un réel manquement aux devoirs du fonctionnaire.

C'est partant à bon droit qu'ils ont annulé pour détournement de pouvoir la procédure disciplinaire et la sanction du 9 octobre 1995 utilisées à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées.

**Par ces motifs,**

la Cour administrative statuant contradictoirement,  
reçoit l'appel en la forme;  
le déclare cependant non fondé et en déboute ;  
confirme par conséquent le jugement entrepris du 14 juillet dans toute sa teneur ;  
met les frais à charge de la partie appelante.

Ainsi jugé par:

M. Georges KILL, président  
Mme Marion LANNERS, vice-présidente,  
M. Marc FEYEREISEN, conseiller, rapporteur

et lu par le président en audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour.

s. May

s. Kill